

Capitalisme ou économie de marché ?

Jean-Dominique Lafay
Cercle des économistes

L'Europe est, en ce début de siècle, dans une phase décisive de son évolution économique, sociologique et politique, et cela dans un monde lui-même en profonde mutation. Il est naturel que les économistes essaient d'évaluer, avec leurs instruments propres, les conséquences de tous ces changements dans les *systèmes* et les *structures*.¹ L'effondrement du bloc soviétique n'a pas seulement mis fin à la guerre froide. Associé aux nouvelles orientations du régime chinois, il a eu aussi pour effet de faire perdre la quasi-totalité de leur pertinence aux analyses traditionnelles fondées sur la dichotomie entre « socialisme » et « capitalisme ». Comme plus de 95% de ce qui est produit et échangé dans le monde l'est maintenant dans un cadre d'économie de marché, s'interroger sur les « systèmes alternatifs » au capitalisme devient inévitablement une discipline mineure. Pour s'en persuader, il suffit de regarder sur quinze à vingt ans l'évolution du nombre des pages consacrées à ce thème dans les manuels de premier cycle d'économie. L'exemple d'*Economics* l'un des manuels les plus utilisés dans le monde, est d'autant plus typique que son auteur, Joseph Stiglitz, ne peut être suspecté de sympathies promarché irraisonnées. Si les deux premières éditions, de 1993 et 1997, consacrent encore un chapitre entier (de 23 pages) aux *Alternative Economic Systems*, ce sujet occupe seulement 6 puis 5 pages dans les deux dernières éditions (coécrites en 2002 et 2006 avec C. Walsh), et ce dilué dans un chapitre très large intitulé *Development and Transition*.

Le capitalisme, n'ayant quasiment plus de concurrent, s'est retrouvé au centre de toutes les préoccupations, et cela de quatre grands points de vue : laudatif (« ultra-libéraux ».), favorable avec réserves (libéraux « sociaux », sociaux-démocrates), résigné avec mises en garde (interventionnistes et partisans de la « régulation » économique, etc.) et radicalement critique (idéologies et mouvements « anti-capitalistes »). Cependant tous ces débats ont un défaut commun, celui d'éluder une question préalable essentielle : puisque, nolens volens, *we are [almost] all capitalists now*,² ne faudrait-il pas se demander si le concept de capitalisme possède encore une utilité analytique ? Soit il ne correspond à rien d'autre qu'à un système associant propriété privée étendue aux moyens de production et liberté des échanges, et il fait double emploi avec la notion d'économie de marché, soit il subsiste une différence, mais il convient alors de dire où elle se situe et quelle est sa pertinence.

¹ On reprend ici l'intitulé d'un enseignement ancien de la licence puis de la dernière année de maîtrise d'économie (*systèmes et structures*), dont l'ambition était, il y a quelques décennies, de couronner la formation universitaire de deuxième cycle des économistes.

² Situation dont les économistes sont familiers, puisque, à en croire certains, ils ont été à un moment ou à un autre *all Keynesians, all Supply-siders, all Monetarists, all Bayesians, all Friedmanians*, etc.

I - La préférence française pour la dualité *capitalisme-socialisme*.

En dépit de l'effondrement des régimes soviétiques et de la conversion de fait de la plupart des régimes communistes asiatiques à l'économie de marché, il existe en France, plus que dans les autres pays, une tendance persistante à raisonner dans le cadre des concepts duaux de capitalisme et socialisme. De simples recherches d'occurrences terminologiques suffisent à en témoigner.

Le tableau 1 résume les résultats d'une recherche sur Google des occurrences (en anglais ou en français) des deux termes précédents en les comparant à deux concepts liés, ceux de *marché* et de *démocratie*, et calculant la part des références faites en France par rapport à l'ensemble du web³ :

- 3,5% des occurrences mondiales du mot « démocratie/democracy » (en anglais ou en français) sont françaises ;
- seulement 2,1% des occurrences du mot « marché/market » sont françaises ;
- en revanche, plus de 6% des occurrences mondiales de « capitalisme/capitalism » et de « socialisme/socialism » sont françaises, soit un pourcentage qui est pratiquement le double de celui de « démocratie » et le triple de celui de « marché ».

TABEAU 1

MOTS RECHERCHES SUR GOOGLE	CITATIONS POUR L'ENSEMBLE DU WEB (en millions)	CITATIONS POUR LA FRANCE (en millions)	FRANCE/ ENSEMBLE DU WEB (en pourcentage)
Capitalism/ capitalisme	25,5	1,6	6,3 %
socialism/ socialism	19,3	1,3	6,7 %
Market/ marché	723,9	15,3	2,1 %
democracy/ démocratie	100,7	3,5	3,5 %

Source: Google 24 mai 2007

L'analyse du nombre de citations des mêmes mots dans deux grandes encyclopédies (Encyclopedia Universalis et Encyclopedia Britannica) confirme la présence de différences

³ Dans l'absolu, marché/market arrive très largement en tête des quatre mots retenus : l'ampleur de l'éventail sémantique du mot marché/market biaise clairement les résultats vers le haut. Toujours dans l'absolu, démocratie/democracy (100,7 millions de citations pour l'ensemble du web et 3,5 millions pour la France) arrive largement en deuxième position. Le nombre des citations est quatre à cinq fois plus élevé que celui des termes capitalisme/capitalism ou socialisme/socialism pour l'ensemble du web et entre deux et trois fois dans le cas français. De toute évidence, l'intérêt porté aux « systèmes » politiques, et aux libertés qu'ils sont susceptibles d'apporter, est sensiblement plus fort dans les deux encyclopédies que celui accordé aux « systèmes » économiques.

du même ordre entre l'univers francophone et l'univers anglo-saxon (tableau 2). Les termes de capitalisme/capitalism et de socialisme/socialism sont cités beaucoup plus fréquemment dans l'encyclopédie française, la situation étant inverse dans le cas du mot marché/market. Cela montre que le phénomène mis en évidence précédemment n'est pas propre aux seuls utilisateurs d'Internet (comme auraient pu éventuellement le laisser penser les seules données du tableau 1). On notera aussi, de façon incidente, que les pourcentages de citations sont quasiment égaux dans chaque encyclopédie pour le mot démocratie/democracy. Il n'est toutefois pas simple de dire ce que révèle cette quasi-égalité de fréquence (similitude de valeurs, similitude de concepts, pur hasard, etc.).

TABLEAU 2

	Encycl. Universalis		Encycl. Britannica	
	nombre de citations	%	nombre de citations	%
Capitalisme/Capitalism	537	8,0	376	5,3
Marché/market	3999	59,3	4879	69,0
Socialisme/Socialism	1003	14,9	595	8,4
Démocratie/Democracy	1210	17,9	1225	17,3
Total des citations pour les 4 termes ci-dessus	6749	100	7075	100

Sources ; Encyclopaedia Universalis DVD 2006 et Encyclopaedia Britannica DVD 2006

2 – Une cause d'erreurs analytiques

L'idée de l'effondrement programmé du « système capitaliste », ou du moins celle de son effacement inéluctable, est restée ancrée dans l'esprit de nombre d'économistes, et chaque fois que se manifeste une crise un peu sérieuse, la question posée par Tibor Scitovsky dans un article célèbre de 1980, « Will Capitalism Survive ? », revient au premier plan.⁴

De façon générale, une étonnante asymétrie s'était progressivement constituée à partir de la Seconde guerre mondiale entre les analyses des défaillances du capitalisme, jugées plus ou moins explicitement intrinsèques au « système », donc non amendables, et celles du socialisme « réel » considérées seulement comme des écarts par rapport à des principes originels, c'est-à-dire susceptibles de réformes simples et efficaces. L'une des conséquences de cette polarisation sur la « fin du capitalisme » a bien sûr été l'incapacité d'anticiper, au moins avant la seconde moitié des années 1980, l'éventualité d'une dislocation du bloc soviétique, ni a fortiori son effondrement brutal. Par une ironie de l'Histoire, l'avertissement de Scitovsky sur les dangers d'une trop grande rigidité dans un système économique se révélait prémonitoire, mais pour les économies centralement planifiées et non pour le « capitalisme » auquel il était censé s'adresser.

Les difficultés terminologiques que les économistes ont rencontrées pour nommer la période du passage du « socialisme réel » au « capitalisme » sont un autre épisode révélateur de la façon dont on concevait encore, il y a moins de vingt ans, les systèmes économiques. Tous les outils disponibles à cette période n'envisageaient que la « transition » du capitalisme vers le socialisme réel. « L'autre chemin » était pour la quasi-totalité des auteurs, quelles que soient par ailleurs leurs préférences idéologiques, une hypothèse tellement « irréaliste » qu'ils estimaient inutile de s'en préoccuper. Cependant, quand sont apparues les premières

⁴ Titre d'un article célèbre paru dans l'*American Economic Review*, (1980, May, pp.1-9), écrit au moment des chocs pétroliers, où l'auteur souligne que la grande force des économies de marché est leur capacité d'adaptation aux crises et qu'elles courraient de grands risques si elles continuaient à prendre des mesures réduisant trop leur flexibilité.

fissures graves du système soviétique dans la seconde moitié des années 1980, il a bien fallu trouver un mot pour désigner le processus imprévu (et innommé) qui s'enclenchait. Certains ont alors proposé de parler de « transition inverse », ce qui permettait pensait-on d'éviter les confusions et, peut-être pour certains, de conserver l'illusion que la seule « vraie » transition était celle prévue dans l'autre sens par la théorie⁵. Mais, dans la pratique, par un retour heureux à la réalité, le terme de « transition » s'est rapidement imposé.

Il est aussi intéressant de noter que, pendant cette période, presque tout le monde a rapidement parlé de transition non pas vers le « capitalisme » mais vers « l'économie de marché ».⁶ Cet aspect terminologique, comme on le verra dans la prochaine section, n'est pas anodin.

3 - Un concept devenu indiscernable de celui d'économie de marché

Il est juste de dire que le concept de capitalisme a beaucoup évolué de lui-même, en liaison avec les changements des structures économiques des pays occidentaux. Dans l'analyse marxienne, le capitalisme se caractérisait par son « principe actif », d'ordre socio-politique : la structure des droits de propriété sur les moyens de production, la lutte des classes et leurs effets conjoints sur le fonctionnement et le devenir du système économique. A la « dynamique grandiose » des Classiques (et à la progression vers l'état stationnaire), se substituait ainsi la vision d'une « dynamique de l'instabilité croissante » du système, jusqu'à sa disparition inéluctable. Cet enchaînement inexorable d'événements à partir d'une base d'hypothèses extrêmement restreinte a eu une grande part dans le succès de la vision marxiste du système économique – et la fascination qu'elle a pu exercer.

Malheureusement, « les faits sont têtus » et le capitalisme, dont tous les socialistes du XIXe siècle étaient intimement persuadés qu'il ne survivrait pas au-delà des premières années du XXe, était toujours présent. Plusieurs ajustements successifs, effectués tant par les sociologues que les historiens ou les économistes, ont permis au concept de conserver un lien relativement étroit avec la réalité observée. Mais, ces évolutions ont aussi eu pour effet de diluer tout principe actif permettant de dégager des grandes perspectives de développement à long terme du système. Autrement dit, de « système » à principe actif fort, le concept est devenu de plus en plus une simple description de « structures ».

On a ainsi proposé de distinguer, entre autres, le capitalisme foncier du capitalisme industriel et du capitalisme financier, le capitalisme de propriété privée du capitalisme d'Etat, le capitalisme « moderne » des autres possibilités de fonctionnement économique (économie primitive, économie de pur échange, communisme, socialisme d'Etat, etc.). Les différences institutionnelles, historiques ou culturelles ont également permis d'effectuer des distinctions entre, par exemple, le capitalisme rhénan (appuyé sur le secteur bancaire) et le capitalisme anglo-saxon (où les divers fonds d'investissement jouent un rôle décisif).

En devenant à géométrie variable et en intégrant de multiples facteurs explicatifs de l'évolution du système, mais sans en préciser toujours les poids respectifs, le concept a gagné en pertinence descriptive mais il a beaucoup perdu de sa puissance explicative, au point de devenir un concept intermédiaire non indispensable. On peut par exemple parler d'un « capitalisme de la Nouvelle économie », mais on peut tout aussi bien se dispenser du

⁵ Cela rappelle les efforts faits par Marx pour montrer que les « révolutions » du XIXe, notamment celle de 1848 en France, n'avaient rien à voir avec la révolution prévue par la théorie (et donc qu'il ne fallait pas s'alarmer de leur échec).

⁶ Bien que de nombreux transferts de la propriété d'Etat au « secteur privé » aient pu parfois faire penser à un processus marxiste « d'accumulation primitive », notamment en faveur d'une partie de l'ancienne Nomenklatura.

concept intermédiaire et intégrer directement, comme facteur central de l'analyse, l'impact de la révolution de l'information sur le fonctionnement de l'économie en général. On aboutit alors à une définition du concept *actuel* de capitalisme analogue à celle de l'Encyclopaedia Britannica : « Capitalisme : aussi appelé économie de marché, ou système économique de libre entreprise, prédominant dans le monde occidental depuis l'effondrement du féodalisme, où les moyens de production sont appropriés de façon privative et où les marchés sont pour une large part à la base des orientations de la production et de la distribution des revenus. » Encyclopaedia Britannica DVD 2006.

Ainsi défini « à plat », le capitalisme n'est rien d'autre que le libre marché plus une propriété largement privée des moyens de production. Sa composante sociologique (poids des classes sociales et de leur lutte par exemple) et ainsi que sa vision politique (rôle plus ou moins subordonné de l'Etat en tant que « comité de gestion des affaires communes de la bourgeoisie ») sont reléguées au second plan. Il n'y a plus alors de distinction *analytique* significative entre les concepts de capitalisme et d'économie de marché. Bien plus, si l'on fait, selon la même logique, abstraction de la philosophie et de la morale sous-jacentes au libéralisme, ce sont les trois termes, de capitalisme, de libéralisme et d'économie de marché qui deviennent indiscernables. Du point de vue analytique, le choix devient alors simple : il n'y a que des avantages à utiliser seulement le troisième concept, celui d'économie de marché, beaucoup moins chargé que les deux autres, historiquement, politiquement et émotionnellement.

Même dans sa définition la plus à plat, le « capitalisme » a toujours tendance à présupposer :

- une *détermination sociologique forte des comportements*, notamment des détenteurs de capital et des dirigeants d'entreprise, incitant à dénoncer, entre autres, les effets pervers d'une « logique de profit », le caractère non citoyen des entreprises et des capitaux, le « court-termiste » des choix des investissements financiers, le caractère anti-social des chefs d'entreprise, etc. Mais incitant aussi à exalter en sens inverse pour ces mêmes acteurs leurs qualités d'innovateur, de meneur d'hommes ou leur « tempérament sanguin »,

- une *coordination très imparfaite des décisions décentralisées des acteurs* et des imperfections dans le mécanisme des prix, source de déséquilibres et de crises que seuls des interventions publiques et des organismes publics régulateurs sont en mesure de maîtriser.

L'économie de marché est vue au contraire comme un environnement purement institutionnel, qui ne présuppose aucune sociologie ou politologie a priori : elle ne lie pas non plus les mains pour intégrer les interdépendances existant entre l'économie et les autres sphères, sociologiques et politiques. Enfin, elle ne risque pas d'entrer en contradiction avec la méthodologie des économistes, fondées sur les arbitrages et les incitations d'acteurs possédant des préférences relativement stables et poursuivant rationnellement leurs objectifs.

4 – Application aux économies de marché européennes

Le fait de considérer au départ que les économies européennes ne sont pas des « capitalismes » spécifiques mais de simples « économies de marché » n'interdit évidemment pas de tenir compte des interdépendances économiques, sociologiques et politiques. Bien au contraire, cela ne les préjuge pas et, de ce fait, balise beaucoup moins a priori le champ analytique.

Par exemple, on voit difficilement comment tenir compte, dans le cadre des analyses socio-politiques propres aux systèmes capitalistes, de la double simultanété qui est au cœur de la problématique européenne :

- d'une part de la simultanété d'une intégration économique accélérée et d'une construction politique lente ;
- d'autre part, de la simultanété de restructurations socio-économiques d'origine interne, liées à l'intégration, et de restructurations socio-économiques d'origine externe, liées à la mondialisation.

Il n'est pas simple non plus d'analyser les différents tours de force que l'Europe a réalisés :

- celui de devenir une puissance économique sans être une puissance politique, avec un « Etat » européen minimal (à en juger par la faiblesse de son budget). Mais paradoxalement, cet Etat exerce très peu des fonctions régaliennes de base ;
- celui de continuer à se développer sans avoir vraiment tranché entre la solution fédérale (avec un Etat européen exerçant les fonctions régaliennes précédentes) et une solution où les décisions politiques sont prises au niveau des pays membres.
- d'avoir des règles de décision où les Etats individuels ont des capacités de blocage considérables (du fait de la règle d'unanimité) tout en réussissant à s'élargir aux pays de l'Europe de l'Est.
- d'avoir mis en place une monnaie unique et de parvenir à gérer la grande diversité entre les économies des pays membres.

La bonne méthode n'est pas, en définitive, d'essayer de retrouver des « systèmes » mais de partir des acteurs et de leur logique de comportement, et de représenter au mieux, dans toutes leurs dimensions, les contraintes auxquels ils risquent d'être confrontés à des termes plus ou moins éloignés. C'est dans ce cadre méthodologique, et vraisemblablement seulement dans ce cadre, que l'apport de l'économie politique à la compréhension des problèmes de la construction européenne, si singuliers et si complexes, pourra prendre toute sa dimension.